

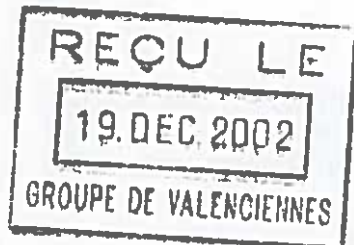
PRÉFECTURE DU NORD

AP 4.12.2002

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

Arrêté préfectoral imposant à la S.A. SEVELNORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HORDAIN, LIEU SAINT AMAND et IWUY.



Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
commandeur de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié les 29 mai 2000 et 2 février 2001, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 autorisant la S.A. SEVELNORD - siège social : 75 avenue de la grande armée 75016 PARIS - à exploiter ses activités à HORDAIN, LIEU SAINT AMAND et IWUY ;

VU le rapport en date du 13 mai 2002 de monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 17 septembre 2002 ;

VU la lettre en date du 8 octobre 2002 de la S.A. SEVELNORD ;

VU le rapport en date du 21 octobre 2002 de monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1 : Objet

L'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993, autorisant la société SEVELNORD, dont le siège social est situé 75 Avenue de la Grande Armée 75016 PARIS, à exploiter les installations de son établissement sis sur les territoires des communes de HORDAIN, LIEU SAINT AMAND et IWUY est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Fabrication de véhicules automobiles

La capacité de production définie au premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est modifiée comme suit :

- production journalière limitée à 800 véhicules,
- production hebdomadaire limitée à 4 200 véhicules.

Article 3 : Liste des installations classées

Le tableau du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est modifié comme suit :

Localisation (selon plan de masse)	Désignation de l'activité	Volume activité	Rubrique	A D
26.1	Dépôts de liquides inflammables représentant une capacité équivalente	630,8 m ³	1432-2.a	A
02.3/A.B.23	1 - dépôt aérien :			
	- dans le Magasin des produits inflammables : 500 m ³			
	bidons, fûts et containers de liquides de 1 ^{ère} catégorie			
	- pour le bâtiment Peinture : 67,5 m ³			
	«cataphorèse» :			
	1 cuve de 30 m ³ de liant (capacité équivalente : 6 m ³)			
	1 cuve de 3 m ³ de pâte (capacité équivalente : 0,6 m ³)			
	autres : 1,5 m ³ (capacité équivalente : 0,3 m ³)			
02.7/N.G.2.5.+0m	«centrale laques» : 50 m ³			
02.9	«broierie mastics» :			
	2 citernes de 25 m ³ de mastics (capacité équivalente : 10 m ³)			
	2,5 m ³ en stocks divers de liquides de 2 ^{ème} catégorie (0,5 m ³)			
T3/4	- pour le bâtiment Montage : 5 m ³			
	1 cuve d'alcool éthylique			
02.8	2 - réservoirs enterrés :			
	- à l'extérieur du bâtiment Peinture : «centrale laques» : 40 m ³			
	3 cuves de 50 m ³ de solvants (capacité équivalente : 30 m ³)			
	1 cuve de 50 m ³ de solvant régénéré (10 m ³)			
03.8.z	- à l'extérieur du bâtiment Montage : 18,4 m ³			
	fuel-oil : 20 m ³ (capacité équivalente : 0,8 m ³)			
	essence : 50 m ³ (capacité équivalente : 10 m ³)			
	huile : 40 m ³ (capacité équivalente : 1,6 m ³)			
	gasoil : 50 m ³ (capacité équivalente : 2 m ³)			
	glycol : 30 m ³ (capacité équivalente : 1,2 m ³)			
	huile : 40 m ³ (capacité équivalente : 1,6 m ³)			
	additif DPx42 : 30 m ³ (capacité équivalente : 1,2 m ³)			

Localisation (selon plan de masse)	Désignation de l'activité	Volume activité	Rubrique	A D
02.7 N.G.2.5 +0 et 3,5 02.9 A.1.3 J14.16 03.1 U.12.13 S.3.4	Installations de mélange à froid dont les quantités de liquides inflammables sont : - dans le bâtiment Peinture : 155,5 m ³ «centrale laques» : 1 ^{ère} catégorie cuves, containers et fûts : 150 m ³ «broierie mastics» : 2 ^{ème} catégorie cuves, containers et fûts : 20 m ³ «distribution peinture» : 1 ^{ère} catégorie cuves de solvants et peintures : 1,5 m ³ - dans le bâtiment Montage : 27 m ³ utilisation de solvants, colles et mastics : 10 m ³ cuves de solvants et peintures : 2 m ³ utilisation de vernis et cires de protection : 15 m ³	182,5 m ³	1433-A.a	A
02.1 B A.B.4.32 +7	Traitements électrolytiques et chimiques dont le volume total des cuves de traitement est : dans le bâtiment Peinture : ligne 1 - dégraissage, phosphatation, passivation chromique : 380 m ³ ligne 2 - cataphorèse : 190 m ³	570 m ³	2565-2.a	A
01.1.D 02.4.D 03.12.D Bât.23 Bât.38.U9/8 10.1	Installations de combustion alimentées par du gaz naturel dont les puissances thermiques sont les suivantes : - Chauffage direct par make-up des bâtiments Ferrage : 17,2 MW Peinture : 11,7 MW Montage : 28,4 MW Local de recharge batteries des CARS : 0,4 MW Chaudière : 0,3 MW Autres : 0,4 MW - Chaufferie comprenant quatre chaudières de 4,7 MW soit 18,8 MW	76,5 MW	2910-A.1	A
10.2 10 S 20 : ext. Bât. 01 02.13 : J6.11 01.5c : S-16 + 9,7 02.10 : D-2.3 + 7 03.13 : AB.1.2. 02.11 03.14 10.3	Installations de compression dont les fluides et les puissances absorbées sont les suivantes : 4 compresseurs d'air : 3 310 kW 3 surpresseurs «soudage» : 165 kW 14 compresseurs «eau glacée» à fluide frigorigène composés de : au bâtiment Ferrage : 5 compresseurs «soudure» : 360 kW au bâtiment Peinture : 9 compresseurs : 441 kW 6 compresseurs «climatisation informatique» au bâtiment Ferrage : 22,9 kW au bâtiment Peinture : 35 kW au bâtiment Montage : 18,8 kW au bâtiment Administration : 106 kW 1 compresseur «synthèse» : 78,3 kW 1 compresseur «métrologie» : 32 kW 1 compresseur «séchage d'air» : 93 kW	4,7 MW	2920-2.a	A
02.6.B D.18.21-CD4-13 10 F10.24 F.5.15 G.7.17 G.16 23 H.12.17 I.15.17 03.2 : S.4.5 03.3 : U.7.12 03.3 : TS.14.11 03.5 02.5.B C.24.31 +7 D.22.24 +0 E.26.33 +7 G.24.33 +7 H10.21 +7 T 15.17 +7	Application de vernis, peintures et produits d'étanchéité - par pulvérisation dans le bâtiment Peinture : étanchéité : 6 t/j apprêts : 2t/j laques, bases, vernis : 14 t/j dont retouches et marchés spéciaux «cabines» dont retouches en «boxes» dans le bâtiment Montage : produit de protection : 2,5 t/j cabines : 250 kg/j boxes : 120 kg/j - par enduction dans le bâtiment Montage : 600 kg/j caoutchouc ou autres élastomères à base de solvants inflammables - par cuisson ou séchage de peintures, vernis et mastics à base de solvants dans le bâtiment Peinture : cataphorèse pré-gélification apprêts laques retouches et marchés spéciaux boxes de retouches	32 t/j	2940-2.a	A

21/07/06

Localisation (selon plan de masse)	Désignation de l'activité	Volume activité	Rubrique	A D
02.A	Stockage de réactifs de traitement de surface contenant de l'acide fluorhydrique dans le bâtiment Peinture : 1 t autres produits dispersé en petites quantités : 1 t	2 t	1131-2.c	D
02.12.B 03.6 01.7	Utilisation de liquides halogénés pour dégraissage et nettoyage des pièces par essuyage la quantité de solvants utilisée étant : dans le bâtiment Peinture : 280 l dans le bâtiment Montage : 280 l dans le bâtiment Ferrage : 280 l	840 l	1175-2	D
01 10 20	Dix transformateurs dont un en secours contenant des PCB ou PCT les volumes de produit contenu sont les suivants : dans le bâtiment Ferrage : 4 x 1 040 l dans le bâtiment 10 : 2 x 1 040 l + 1 x 433 l + 2 x 333 l au service de secours : 1 040 l	8 379 l	1180-1	D
Façade nord Bât. 03	Dépôt de chlore fluoro-carbures, halons et autres carbures ainsi que hydrocarbures halogénés	30 m³	1185-2.a	D
02.0 02.A0 02.A0 02.A11	Stockage de réactifs dans le bâtiment Peinture traitement de surface et cataphorèse contenant du nitrite de sodium : 10 t traitement de surface réactif : 1 t contenant de l'acide chromique : 1 t contenant de l'acide chromique : 1 t	13 t	1200-2.c	D
01.26.2	Dépôt d'acétylène en bouteilles d'une capacité totale de :	280 kg	1418-3	D
bât.03.09 : PM.A1 (ext. Sud) bât. 03.7 : M /L.18 bât.03.09 (ext. Sud)	Postes de distribution pour le remplissage des réservoirs des véhicules dont les débits sont les suivants : essence : 4 m³/h gasoil : 0,8 m³/h additifs DPx42 : 5 m³/h fuel-oil : 0,6 m³/h	11,4 m³/h	1434-1.b	D
JH.16 11	Dépôt aérien d'acide - dans le bâtiment Peinture : sulfurique : 44 t chlorhydrique à 22° Baumé : 23,4 t - autres chlorhydrique : 38,6 t	106 t	1611-2	D
01.2 FJ-4.8 JL-4.8	Travail mécanique des métaux dans le bâtiment Ferrage services techniques centraux maintenance ferrage	450 kW	2560.2	D
O 14 Niv. 9.74 m J 22 Niv. 17 m G 14/15 Niv. 11 m M 18/20 Niv. 9.74 C/D 7/8 Niv. 7 m A1	Ateliers de charge des accumulateurs dont la puissance utilisable est : 1- pour la charge d'accumulateurs : - dans le bâtiment Ferrage : 200 kW - dans le bâtiment Peinture : 200 kW - dans le bâtiment Montage : 160 kW 2- pour les onduleurs - dans le bâtiment Ferrage : 40 kW - dans le bâtiment Peinture : 40 kW - dans le bâtiment Montage : 40 kW - dans le bâtiment 10 : 30 kW - dans le bâtiment 20 : 30 kW - dans le bâtiment 30/33 : (2x160 kW) 320 kW - dans le bâtiment 31 : 20 kW	1080 kW	2925	D
JL4-6-1,2 P.M.1.4	Atelier d'entretien des véhicules et engins à moteur d'une surface de : - dans le bâtiment Ferrage : 350 m² - dans le bâtiment Montage : 800 m²	1 150 m²	2930.b	D
JH.16 11	Dépôt aérien de lessive de soude - dans le bâtiment Peinture : 26,4 t - autres : 4,35 t	31 t	1630	NC

Article 4 : Origine des effluents

Les deuxième et troisième tirets de l'article 3.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont modifiés comme suit :

- «
- *eaux exclusivement pluviales et industrielles susceptibles d'être non polluées : eaux pluviales des toitures et de ruissellement des voies de circulation et des parcs de stationnement, les eaux de débordement des tours aéroréfrigérantes, les eaux de rejets des cabines de tests d'étanchéité des véhicules, les eaux de purges des circuits de sprinklage, les éluats de régénération de la décarbonatation, les eaux provenant des robinets d'incendie armés (RIA) lors des essais périodiques en dehors des eaux de surface sur feux réels ;*
 - *eaux industrielles polluées : eaux de lavage des sols et des appareils, eaux de purges des chaudières et des installations de compression et de réfrigération, eaux de procédés des lignes de traitement de surface L1 et L2, des cabines de peinture.»*

Article 5 : Milieux récepteurs

Le tableau de l'article 3.4.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé par le suivant :

«

<i>Repère de l'émissaire</i>	<i>Nature de l'effluent</i>	<i>Milieu récepteur</i>
<i>N° 1 Réseau « eaux pluviales » Nord</i>	<i>Eaux de ruissellement du parking du personnel Eaux pluviales diverses Eaux des essais périodiques des réseaux d'incendie</i>	<i>Fossé du réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle Vieil Escaut via le réseau du SIA d'Hordain</i>
<i>N° 2 Réseau « eaux pluviales » Sud</i>	<i>Eaux pluviales des toitures et de ruissellement de la quasi-totalité de la plate-forme industrielle Eaux de débordement des tours aéroréfrigérantes Eaux de rejets des cabines de tests d'étanchéité des véhicules Eaux de purges des circuits de sprinklage Eluats de régénération de la décarbonatation, Eaux des essais périodiques des réseaux d'incendie</i>	<i>Fossé Vieil Escaut via le Riot de Calvigny</i>
<i>N° 3 Réseau « eaux usées »</i>	<i>Eaux usées domestiques Rejet des installations de traitement interne des eaux usées industrielles Eaux industrielles diverses respectant les normes de rejet de l'émissaire n° 3</i>	<i>Réseau d'assainissement du SIA d'Hordain La Naville via la station d'épuration du SIA de Roeulx</i>

»

Article 6 : Paramètres de pollution et flux polluants

6.1.- Les prescriptions de l'article 3.4.5.5. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

« Les valeurs limites de rejets des eaux exclusivement pluviales et eaux industrielles non susceptibles d'être polluées sont données par le tableau suivant :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
MeS	40 (1) - 35 (2)	NF EN 872
DCO	60	NF T 90-101
DBO ₅	10	NF EN 1899
Azote global (NFK)	25 (2) - 20 (3)	NF EN 25663, FD T 90-045, NF EN 10304-1 et 2, NF EN 13395, NF EN 26777
Phosphore total	2	NF EN 1189
Hydrocarbures totaux	5	XP T 90-114
Chlorures	1 600	NF EN 10304-2
Sulfates	250	NF EN 10304-2
Chrome	0,5	NF EN 1233
Manganèse	1	FD T 90-112
Fer	5	FD T 90-112
Nickel	0,5	FD T 90-112
Zinc	2	FD T 90-112
Plomb	0,5	FD T 90-112
pH	5,5 à 8,5	pH-mètre

(1) en concentration moyenne hebdomadaire

(2) en concentration moyenne mensuelle

(3) en concentration moyenne annuelle »

6.2. - Le tableau de l'article 3.4.6.3. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé par le suivant :

Température (<)	pH (fourchette)
30 °C	5,5 < pH < 9,5 si neutralisation alcaline sinon 5,5 < pH < 8,5

Emission N°3

6.3. - Le tableau de l'article 3.4.6.4.3. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé par le suivant :

PARAMETRES	Concentrations en mg/l (2)	Flux en kg/j (2)
M.E.S.	500	200
DBO5	800	600
DCO	2000	1 500
Azote global (1)	100	85
Phosphore total	20	20
Cyanure	0,05	0,08
Cr VI	0,08	0,12
Cr total	0,50	0,75
Plomb et composés	0,50	0,75
Cuivre et composés	0,50	0,75
Nickel et composés	0,50	0,75
Zinc et composés	2,00	3,00
Manganèse et composés	1,00	1,50
Etain et composés	2,00	3,00
Fer, Aluminium et composés	5,00	7,50
Cadmium	0,010	0,015
AOX	1,00	1,50
indice phénol	0,30	0,45
Hydrocarbures totaux	10	15
Fluor et composés	15	22,5

non p. 2-6

- (1) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)
 (2) (pondérée selon le débit de l'effluent)

Article 7 : Autosurveillance des rejets d'effluents

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées à l'article 3.5. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993.

Les prescriptions de l'article 3.5.3. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Les paramètres de la qualité des effluents aqueux sont déterminés conformément aux dispositions suivantes :

3.5.3.1. - Généralités

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 h.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour); sauf dispositions contraires, 10 % de la série de résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

3.5.3.2. - Echantillonnage

Fréquence	Echantillonnage
Journalière	Préleveur asservi au débit
Hebdomadaire	Echantillon représentatif des effluents d'une journée
Mensuelle	
Trimestrielle	d'activité normale

3.5.3.2. - Eaux pluviales et assimilées

Les fréquences des analyses des eaux exclusivement pluviales et eaux industrielles non susceptibles d'être polluées sont données par le tableau suivant :

REJET eaux pluviales	FREQUENCE P4	FREQUENCE P5	METHODES DE MESURE
MeS	hebdomadaire	trimestrielle	NF EN 872
DCO	bimensuelle	trimestrielle	NF T 90-101
DBO ₅	mensuelle	trimestrielle	NF EN 1899
Azote global	mensuelle	trimestrielle	NF EN 25663, FD T 90-045, NF EN 10304-1 et 2, NF EN 13395, NF EN 6777
Phosphore total	mensuelle	trimestrielle	NF EN 1189
Hydrocarbures totaux	mensuelle	trimestrielle	XP T 90-114
Chlorures	mensuelle	trimestrielle	NF EN 10304-2
Sulfates	mensuelle	trimestrielle	NF EN 10304-2
pH	continue	trimestrielle	pH-mètre

3.5.3.4. - Eaux usées industrielles

Les fréquences des analyses des rejets d'eaux en sortie des installations de traitement de surface sont données par le tableau suivant :

REJETS	FREQUENCE)		METHODES DE MESURE
	Ligne 1 (sans plomb)	Ligne 2 (sans chrome)	
Traitement de surface			
pH	continue	continue	pH-mètre
MeS	hebdomadaire	hebdomadaire	NF EN 872
DBO ₅	mensuelle	mensuelle	NF EN 1899
DCO	journalière	journalière	NF T 90-101
Plomb		hebdomadaire	NF T 90-027, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Chrome total	journalière	trimestrielle	NF EN 1233, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Chrome VI	journalière	mensuelle	NF T 90-043
Nickel	hebdomadaire	trimestrielle	FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Zinc	hebdomadaire	trimestrielle	FD T 90-112, ISO 11885
Manganèse	hebdomadaire	trimestrielle	NF T 90-024, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Aluminium	hebdomadaire	trimestrielle	FD T 90-119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Fer	hebdomadaire	trimestrielle	NF T 90-017, FD T 90-112, ISO 11885
Cadmium	annuelle	annuelle	FD T 90-112, FD T 90-119 - ISO 11885
Etain	trimestrielle	mensuelle	FD T 90-119, ISO 11885
Cyanure	annuelle	annuelle	ISO 6703/2
Hydrocarbures	mensuelle	trimestrielle	XP T 90-114
AOX	annuelle	annuelle	EN 1485

non
pu 20.6

3.5.3.5. - Eaux usées industrielles et domestiques

Les fréquences des analyses des rejets du réseau d'eaux usées sont données par le tableau suivant :

Rejet des eaux usées	FREQUENCE P3	METHODES DE MESURE
pH	continue	pH-mètre
MeS	journalière	NF EN 872
DBO ₅	hebdomadaire	NF En 1899
DCO	journalière	NFT 90-101
Azote global	hebdomadaire	NF EN 25663, NF EN 10304-1 et 2, NF EN 13395, NF EN 26777, FD T 90-045
Phosphore total	mensuelle	NF EN 1189
Plomb	mensuelle	NF T 90-027, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Chrome total	mensuelle	NF EN 1233, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11 885
Chrome VI	mensuelle	NF T 90-043
Nickel	mensuelle	FD T 90-112, FD T 90-119 - ISO 11885
Zinc	mensuelle	FD T 90-112, ISO 11885
Cuivre	mensuelle	NF T 90022, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Manganèse	mensuelle	NF T 90-024, FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Aluminium	mensuelle	FD T 90-119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Fer	mensuelle	NF T 90-017, FD T 90-112, ISO 11885
Cadmium	mensuelle	FD T 90-112, FD T 90-119, ISO 11885
Etain	mensuelle	FD T 90-119, ISO 11885
CN	annuelle	ISO 6703/2
Hydrocarbures	hebdomadaire	XP T 90-114
Fluor	hebdomadaire	NF T 90-004, NF EN 10304-1

» + 10X
indice phénol

Article 8 : Dépôt enterré

Les prescriptions de l'article 4.5.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«4.5.2.1. - Dispositions générales

4.5.2.1.1. - Canalisations

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison enterrées et non conformes aux dispositions suivantes du présent article doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 10 ans par un organisme agréé suivant l'annexe III de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes.

Les canalisations enterrées nouvelles constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison entre les réservoirs, installées après la date de publication du présent arrêté doivent :

- soit être munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur ;
- soit être conçues de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection.

Toutefois, lorsque les produits circulent par aspiration ou gravité, sont acceptées les canalisations enterrées à simple enveloppe :

- soit composites constituées de matières plastiques ;
- soit métalliques spécifiquement protégées contre la corrosion (gaine extérieure en plastique, protection cathodique ou une autre technique présentant des garanties équivalentes).

De plus, lorsque les produits circulent par aspiration, le clapet anti-retour est placé au plus près de la pompe.

Dans le cas des canalisations à double enveloppe, un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme de réservoir) permettra de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la canalisation. Ces points bas sont pourvus d'un regard permettant de vérifier l'absence de liquide ou de vapeur.

Si une fuite est détectée sur une canalisation, l'exploitation de la partie défectueuse de l'installation ne peut reprendre que lorsque celle-ci satisfera aux objectifs définis ci-dessus.

4.5.2.1.2. - Limiteur de remplissage

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif est conforme à la norme NFM 88-502 ou à toute autre norme d'un Etat-membre de l'Espace Economique Européen, reconnue équivalente, limiteur de remplissage pour réservoir enterré de stockage de liquides inflammables. Il doit être autonome et fonctionner lorsque le ravitaillement du réservoir s'effectue par gravité ou avec une pompe.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage, en exploitation, des pressions supérieures à la pression maximale de service.

4.5.2.1.3. - Events

Tout réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage.

Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les événements ne comportent ni robinet, ni obturateur.

Les événements ont une direction ascendante et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison, à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés. Cette distance est d'au moins de 10 mètres vis-à-vis des limites de propriété de l'établissement d'une part et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés d'autre part.

odeurs. Les gaz et vapeurs évacués par les événements ne doivent pas gêner les tiers par les

4.5.2.1.4. - Niveau

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

4.5.2.1.2. Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné dans l'article

4.5.2.1.5. - Distance

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance horizontale minimale de deux mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local présent dans l'installation.

Cette distance doit être au moins de 6 mètres vis-à-vis des limites de propriété de l'établissement d'une part et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés d'autre part.

4.5.2.1.6. - Réservoir enterré

Les réservoirs enterrés et équipements annexes doivent être conçus et exploités conformément aux dispositions techniques de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes.

- Conformément à l'une des dispositions suivantes, tout réservoir enterré doit être :
- soit à double paroi en acier, conforme à la norme NFM 88-513 ou à toute autre norme d'un Etat-membre de l'Espace Economique Européen, reconnue équivalente, muni d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;
 - soit placé dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
 - soit conçu de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.

Les canalisations enterrées doivent être à pente descendante vers les réservoirs.

L'exploitant analysera la portée des dispositions des paragraphes 4.5.2.1.1. à 4.5.2.1.6. pour les équipements de l'usine concernés. A l'issue d'un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, il établira et proposera à l'inspection des installations classées un plan d'application de mesures compensatoires d'efficacité équivalente pour les dispositions ci-dessus dont l'application stricte se révélerait impossible dans les conditions technico-économiques acceptables.

4.5.2.1.7. - Cessation d'activité

Lors d'une cession d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.»

Article 9 : Prévention des déversements accidentels

L'article 4.6. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit :

«4.6. - Prévention des déversements accidentels

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

L'exploitant recense les points particuliers (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, etc...) où la présence de substances serait source de danger ou d'aggravation de danger et éloignés de moins 5 m des limites des installations de stockage et d'emploi de ces substances. Pour ces points, il met en oeuvre les mesures permettant de réduire le risque de pollution accidentelle dont les éléments d'appréciation relatifs à leur efficacité sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et non poreux et réalisé en matériaux inertes vis-à-vis des fluides stockés. La disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel de liquide dans la zone où les produits répandus présenteraient un danger. Il est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Lorsque la rétention est pourvue d'un conduit d'évacuation des effluents, ce dernier doit être maintenu fermé pendant les périodes normales de fonctionnement des installations et n'être ouvert que pour la récupération des effluents. Les produits recueillis sont de préférence recyclés, ou en cas d'impossibilité évacués comme un déchet dans les conditions prévues par le présent arrêté.

Des produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des zones de risques de déversements accidentels avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre (pelle..).

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

4.6.1. - Dispositifs de traitement

Les eaux provenant des aires de roulement et de stationnement des véhicules ne peuvent être rejetées dans le réseau d'assainissement qu'après traitement dans des dispositifs déshuileurs-débourbeurs suffisamment dimensionnés et muni d'un dispositif d'obturation. L'exploitant doit pouvoir justifier des caractéristiques des dispositifs par une étude technique, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.6.2. - Entretien et suivi des dispositifs de traitement

Les dispositifs de traitement doivent être correctement entretenus. Le bon état de l'ensemble des cuves de traitement et leurs annexes (stockage, rétention, canalisation...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de traitement supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

Les dispositifs déshuileurs-débourbeurs sont nettoyés tous les six mois au moins.

Les résultats du contrôle du bon fonctionnement des dispositifs de traitement et des opérations d'entretien et de suivi doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.6.3. - Dysfonctionnements des dispositifs de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des dispositifs de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.»

Article 10 : Surveillance des effets sur l'environnement

10.1. - L'échéance pour la remise du rapport annuel de «*Au plus tard à la fin du mois de février de chaque année*» fixée au premier alinéa de l'article 3.5.8. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacée par l'échéance de «*Au plus tard le 31 mai de chaque année*».

10.2. - Il est ajouté à la fin de l'article 3.5.8. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993, l'alinéa suivant :

«Les bilans, accompagnés de tous les commentaires nécessaires, font apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentration dans les rejets, rendements épuratoires, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations).»

10.3. - Il est ajouté les articles 4.8. et 4.9. suivants à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«4.8. - Surveillance des eaux souterraines

4.8.1. - Réseau de surveillance des eaux souterraines

L'exploitant a constitué, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines qui a reçu l'approbation de l'inspection des installations classées. Il comporte :

*deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
un puits de contrôle en amont.*

4.8.2. - Prélèvements

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) dans les deux forages et quotidiennement pendant une semaine dans les piézomètres de contrôle, mentionnés à l'article 4.8.1. ci-dessus, après un incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits.

4.8.3. - Analyses

Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements visés à l'article 4.8.1.2. du présent arrêté dans les conditions énoncées ci-après :

Les paramètres physico-chimiques :

<i>Résistivité</i>	<i>Oxydabilité</i>
<i>Température</i>	<i>Résidu sec</i>
<i>pH</i>	<i>CO₂ libre équilibré</i>
<i>Turbidité</i>	<i>Chlore libre</i>
<i>Oxygène dissous</i>	<i>Silice</i>
<i>T.A.C.</i>	<i>Hydrogène sulfuré</i>
<i>Dureté</i>	

La balance ionique :

<i>Calcium</i>	<i>Chlorures</i>
<i>Magnésium</i>	<i>Nitrites</i>

Ammonium	Nitrates
Sodium	Sulfates
Potassium	Phosphates
Fer	Carbonates
Manganèse	Bicarbonates

Eléments indésirables	Eléments toxiques
Cuivre	Plomb
Zinc	Cadmium
Aluminium	Arsenic
Fluorures	Chrome (VI)
Cyanures	Phénols
Hydrocarbures	

4.8.4. - Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites aux articles 4.8.2. et 4.8.3. ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation, accompagnés de tous les commentaires nécessaires.

4.8.5. - Anomalies

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines du fait de l'exploitant, celui-ci doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

4.8.6. - Bilan annuel des analyses

L'exploitant doit adresser au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel des analyses sur les paramètres listés au paragraphe 4.8.3. du présent arrêté.

Ce bilan, accompagné de tous les commentaires nécessaires, fait apparaître l'évolution des résultats et, en cas d'anomalies constatées, les mesures prises en vue d'y remédier.

4.9. - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il a disposé permettant de déterminer les mesures de sauvegarde prises pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques. »

Article 11 : Installations thermiques

11.1. - L'article 5.3.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit :

«5.3.1. - La chaufferie est équipée de quatre chaudières fonctionnant au gaz naturel et de puissance unitaire de 4,7 MW. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, elle est construite, équipée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié.»

11.2. - Les prescriptions de l'article 5.3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Les gaz au débouché de la cheminée de la chaufferie doivent respecter les normes suivantes :

Paramètres	Concentrations	Normes
Poussières	5 mg/Nm ³	NF X 44-052 ou NF EN 13 284-1
SO ₂	35 mg/Nm ³	ISO 11 632
Oxyde d'azote en équivalent NO ₂	100 mg/Nm ³	NF X 43-300 ou NF X 43-018

»

11.3. - Il est ajouté les articles 5.3.4., 5.3.5 et 5.3.6. suivants à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«5.3.4. - Contrôle des NO_x

Un contrôle des NO_x est effectué annuellement sur les rejets de la chaufferie. Les résultats de ce contrôle, accompagnés des commentaires sur leur conformité et les conditions de la mesure, sont adressés à l'inspection des installations classées un mois suivant leur réalisation.

5.3.5. - Rendement des chaudières

L'exploitant est tenu de calculer le rendement caractéristique au moment de chaque remise en fonctionnement de la chaudière et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement.

Le rendement caractéristique minimal des chaudières est 0,87. Son calcul est défini par les articles 2 des décrets des 11 et 16 septembre 1998 susvisé.

5.3.5. - Contrôle périodique des chaudières

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé au sens de l'article 8 du décret du 16 septembre 1998 susvisé, les contrôles périodiques suivants :

- *le calcul du rendement caractéristique des chaudières et le contrôle de la conformité de ce rendement ;*
- *le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle équipant les chaudières ;*
- *la vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique ;*
- *la vérification de la qualité de la combustion et du bon fonctionnement des chaudières ;*
- *la vérification de la tenue du livret de chaufferie.*

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder trois ans. Les installations thermiques neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de douze mois à compter de leur mise en service.

Lorsque l'installation thermique contrôlée n'est pas conforme aux dispositions du présent article, l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de trois mois à compter de la réception du compte-rendu établi conformément aux prescriptions des articles 4 et 5 du décret du 16 septembre 1998 susvisé.

Les contrôles périodiques sont effectués à la diligence et aux frais de l'exploitant.»

10.4. - Les prescriptions de l'article 9.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«9.2.1. - Implantations - aménagements

9.2.1.1. - Règles d'implantation

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'établissement. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, aux appareils eux-mêmes) :

- 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ;
- 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Les chaudières sont placées dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

9.2.1.2. - Interdiction d'activités au-dessus des installations

Tout local comprenant des chaudières, dont la puissance thermique totale est supérieure à 400 kW, ne doit pas être surmonté de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Le local ne doit pas être implanté en sous-sol de ces bâtiments.

9.2.1.3. - Accessibilité

Un espace suffisant doit être aménagé autour des chaudières, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

9.2.1.4. - Alimentation en combustible

Un dispositif de coupure manuel, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation en gaz des chaudières est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3).

- (1) *vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.*
- (2) *capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs*
- (3) *pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte et fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, doit s'effectuer selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible, vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

9.2.1.5. - Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

9.2.1.6. - Détection de gaz - détection d'incendie

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive. Le déclenchement d'une alarme doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

9.2.2. - Exploitation - entretien

9.2.2.1. - Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit sur le livret de chaufferie prévu à l'article 9.2.4.2. du présent arrêté.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz naturel doit faire l'objet d'une vérification périodique d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.

9.2.2.2. - Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des chaudières.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente des installations permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réaménagement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

9.2.3. - Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie sont au minimum constitués par des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur de la chaufferie. Leur nombre est déterminé à raison d'un extincteur de classe 55 B au moins par appareil de combustion. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

9.2.4. - Dispositions particulières concernant les chaudières

9.2.4.1. - Equiperment des chaudières

L'exploitant doit disposer des appareils de contrôle suivants, en bon état de fonctionnement :

- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de la chaudière ;
- un analyseur portatif des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène ;
- un déprimomètre enregistreur, excepté le cas où la chaudière est en surpression ;
- un indicateur des débits de combustible et du fluide caloporteur ;
- un enregistreur de pression de vapeur ;
- un indicateur enregistreur de température du fluide caloporteur.

9.2.4.2. - Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles tels que définis par le présent arrêté, ainsi que les opérations d'entretien des chaudières permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des installations, sont portés sur le livret de chaufferie.»

Article 12 : Traitement de surface

12.1. - L'article 5.4.1.3. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est annulé.

12.2. - Le dernier alinéa de l'article 5.4.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est modifié comme suit :

«L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan des rejets chroniques ou accidentels portant sur les contrôles suivants:

Paramètres	Méthodes d'analyses
débit	FD X 10-112
H+	
HF exprimé en F	Manuelle - Ionométrie
Cr total	Spectrométrie d'absorption atomique
Cr VI	Spectrométrie d'absorption atomique
OH	

Le bilan, accompagné de tous les commentaires nécessaires, fait apparaître l'évolution des rejets et la possibilité de les réduire.»

Article 13 : Emission des Composés Organiques Volatils (C.O.V.)

13.1. - Les prescriptions de l'article 5.5.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Les dispositifs d'incinération traitent les effluents issus des étuves de cataphorèse, d'apprêt et de laques, ainsi que ceux des dispositifs de concentration qui sont installés sur les cabines d'apprêts et de base (pour monospace). Les dispositifs d'incinération sont appelés respectivement "incinérateur n°1" et incinérateur n°2»

Les caractéristiques des incinérateurs sont données par le tableau suivant :

	Hauteur de cheminée	Vitesse d'éjection des gaz	Débit nominal
Incinérateur n°1	36 m	10 m/s	33 600 Nm ³ /h
Incinérateur n°2	20 m	10 m/s	92 000 Nm ³ /h

La hauteur de cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la diffusion des gaz.»

13.2. - Les prescriptions de l'article 5.5.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Les valeurs limites d'émission totales de COV sont exprimées en gramme de solvant par mètre carré (g/m²) et en kilogramme de solvant émis par carrosserie de véhicule revêtu (kg/carrosserie). Les valeurs limites données au point 5.5.2.1. ci-après se rapportent à toutes les étapes des opérations d'application de peinture.

On entend par :

- véhicules : les véhicules de la catégorie M1 au sens de la directive communautaire 70/156 CEE du 23 février 1970 et les véhicules de la catégorie N1 produits dans les mêmes installations ;
- surface revêtue : la surface totale de l'aire calculée sur la base de la surface électrophorétique totale et de l'aire de toutes les parties éventuellement rajoutées lors des étapes successives du traitement qui reçoivent le même revêtement que celui utilisé pour le produit en question, ou l'aire totale du produit traité dans l'installation ;
- surface électrophorétique : l'aire de la surface du revêtement électrophorétique est calculée à partir de la surface électrochimique ou à défaut à l'aide de la formule ci-après :

$$\text{Poids total de la carrosserie} \times 2$$

$$\text{épaisseur moyenne du matériau} \times \text{densité de ce matériau}$$
- application de peinture : l'ensemble des opérations de fabrication qui constituent la gamme de traitement d'une carrosserie d'automobile, à savoir :
 - . cataphorèse
 - . étanchéité et protection anti-gravillonnage
 - . peinture d'apprêt
 - . peinture de finition en deux couches (laques opaques et bases avec ou sans vernis)
 - . cires
 - . solvants de nettoyage

Autoscar & 2 Goos veh 15 en 1993
+ 200 veh 15 en 2002
Soit 4 VLE possible

AN 97
101110.1
ou 45 g/m²
1,3 kg/car + 33 g/m²
6051m²
ou 1,9 kg/car + 41 g/m²

5.5.2.1 Valeurs limites

La quantité totale de composés organiques volatils (COV) rejetées à l'atmosphère par carrosserie est donnée par le tableau suivant :

Date d'application	Flux maximal de COV
Jusqu'au 30 septembre 2002	8 kg/carrosserie
Du 1 ^{er} octobre 2002 au 29 octobre 2005	6,325 kg/carrosserie + 8,25 g/m ² ou 6 kg/carrosserie + 11,25 g/m ²
A compter du 30 octobre 2005	1,75 kg/carrosserie + 39 g/m ² 1,425 kg/carrosserie + 42 g/m ² 0,325 kg/carrosserie + 53,25 g/m ² ou 56,25 g/m ²

45020 6670
5460 6815
6865 7190

Afin de mesurer le respect des engagements ci-dessus, l'exploitant doit établir, à une fréquence trimestrielle, un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures qu'il transmet à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit.

Il tient à cet effet une comptabilité des quantités et teneurs en solvants mis en œuvre dans les produits consommés. Il réalise un bilan des entrées et des sorties de matière y compris des solvants de dilution et de nettoyage et il détermine les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets. En l'absence d'épuration spécifique, il est considéré que la totalité des COV est émise à l'atmosphère lors des opérations d'application de peinture.

L'exploitant communique également à l'inspection des installations classées toutes les informations relatives à la production des véhicules pendant la période considérée et aux surfaces électrophorétiques des modèles fabriqués.

5.5.2.2 - Réduction des émissions des solvants

L'exploitant doit s'appliquer à :

- la réduction des émissions de solvants à l'atmosphère par emploi de technologies propres, récupération ou élimination (utilisation de peinture à moyen ou haut extrait sec, peintures hydrosolubles, incinération, etc...) ;
- la recherche systématique de la récupération d'énergie ou des matières premières.

Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R45, R46, R49, R60 et R61 en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, ou mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives.

En cas d'impossibilité technique la valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ doit être respectée, si le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé est supérieur ou égal à 10 g/h pour l'ensemble de l'installation. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés concernés.

Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée la phrase de risque R40, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est imposée si le débit massique de la somme des composés justifiant de cet étiquetage est supérieur ou égal à 100 g/h pour l'ensemble de l'installation. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés concernés.

5.5.2.3. - Autosurveillance

La surveillance en permanence des émissions canalisées et diffuses de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane est réalisée. Elle doit donner, d'une part dans le cas général des émissions de COV, le flux horaire maximal exprimé en kg/h de carbone total et, d'autre part, celui exprimé en somme des composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ou présentant une phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61.

Cette surveillance peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions (dont bilan matière). Cette corrélation doit être confirmée périodiquement par une mesure des émissions pour les installations de traitement de rejets atmosphérique.»

13.3. - Le titre du point 5.5.3. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit : «5.5.3. - Incinérateurs».

13.4. - Le premier alinéa de l'article 5.5.3.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit :

«Les incinérateurs d'effluents chargés en COV doivent respecter les dispositions minimales suivantes :»

13.5. - Les prescriptions de l'article 5.5.3.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Des contrôles annuels sont réalisés sur les émissions des installations d'incinération des rejets atmosphériques. Ils portent sur les paramètres donnés par le tableau suivant :

Paramètres	Méthodes d'analyses
débit	FD X 10-112 ou ISO 10 780
O ₂	FD X 20-377 à 379
CO ₂	
NO _x	NF X 43-018
CH ₄	NF X 43-301
CO	FD X 20-361 ou NF X 43-300 ou NF X 43-018
COV	NF X 43-301

»

13.6. - Il est ajouté l'article 5.5.2.3. suivant à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«5.5.2.3. Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses fixées (absence de dérive), l'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des sondes de température des incinérateurs, par un organisme agréé. Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, accompagnés de tous les commentaires nécessaires.»

13.7. - Les termes «l'étuve cataphorèse» des articles 5.5.4.1., 5.5.4.1.1. et 5.5.4.3 sont remplacés par «chaque incinérateur».

13.8. - L'article 5.5.4.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit :

«5.5.4.2. - Contrôle de l'impact des rejets sur l'environnement :

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air environnant ses installations sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
COV dont xylène, composés benzéniques	en continu	station BTX
Métaux lourds		méthode de mesure en continu par dosage sur poussières en suspension

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure doivent être installés et exploités sont soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Si l'exploitant participe financièrement à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte la mesure des polluants concernés, il peut être dispensé de cette obligation à la condition que le réseau existant permette de surveiller correctement les effets de ses rejets dans l'environnement.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu dans son environnement proche.

Les résultats de ces contrôles du mois N sont transmis à l'inspection des installations classées avant la fin du mois N + 1 accompagnés de tous les commentaires nécessaires.»

13.9. - Les prescriptions de l'article 5.5.4.4. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Au plus tard le 31 mai de chaque année, l'exploitant fait parvenir au Préfet et à l'inspection des installations classées, un rapport annuel de synthèse portant sur les contrôles des émissions de COV tels que définies par le présent arrêté.

Ce rapport comprend :

- un rapport récapitulatif et la représentation graphique des résultats obtenus ;
- l'analyse de ces résultats et de leur évolution ;

Les bilans, accompagnés de tous les commentaires nécessaires, fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentration dans les rejets, rendements épuratoires, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et la possibilité de les réduire conformément aux dispositions de l'article 5.5.2.2.»

13.10. - Il est ajouté l'article 5.6. suivant à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«5.6. - Bilan environnement :

L'exploitant établit annuellement un rapport relatif aux :

- rejets, chroniques ou accidentels, des substances produites ou utilisées à plus de 10 t/an et visées à l'annexe VI de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, dans l'eau, l'air et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement ;
- émissions du dioxyde de carbone (CO₂).

Ce rapport comprend des informations relatives à la manière dont les émissions sont évalués. Il est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 avril de l'année suivante.»

Article 14 : Protection contre la foudre

Il est ajouté l'article 8.16 suivant à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«8.16. - Protection contre la foudre

8.16.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

8.16.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

8.16.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 8.16.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

8.16.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 8.16.1., 8.16.2. et 8.16.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.»

Article 15 : Aéroréfrigérant

Il est ajouté l'article 9.3.4. suivant à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«9.3.4. - Prévention du risque de légionella sur les circuits de refroidissement

a - Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'air contaminée par légionella.

b - Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté : les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

c - L'exploitant doit maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

d - I - Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procéder à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'applique, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles sont soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

Des analyses d'eau par recherche de légionella sont également effectuées de manière régulière, et en tout état de cause au moins une fois par an. L'une au moins des analyses effectuées intervient sur la période de mai à octobre.

d - II - Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du paragraphe d-I ci-dessus, il doit mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins intervient sur la période de mai à octobre.

e - Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant met à disposition des personnes intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposées par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

f - Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fait appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

g - L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionne :

- les volumes d'eau consommée mensuellement ;
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement) ;
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement doivent être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

h - L'inspection des installations classées peut à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et analyses sont supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses doivent être adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

i - Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article d, de l'article g ou de l'article h mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit immédiatement éviter le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions de l'article d.I.

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article d, de l'article g ou de l'article h mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel est renouvelé tant que cette concentration reste comprise entre ces deux valeurs.

j - L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répond aux règles de l'art et est dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement et équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

k - Les rejets d'aérosols ne sont situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet sont en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.»

Article 16 : Fluides frigorigènes

Il est ajouté l'article 9.3.5. suivant à l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 :

«9.3.5. - Stockage de fluide frigorigène

Tout stockage ne permettant pas la récupération des fluides résiduels et ne faisant pas l'objet d'un dispositif de reprise est interdit sur le site de l'établissement. Le stockage doit être mis en rétention conformément aux dispositions de l'article 4.5.1. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993. Le dépôt est placé à plus de 5 m de bâtiments et de regards ou d'avaloir de réseaux d'effluents aqueux.

A l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes et la sûreté du fonctionnement des équipements, est interdite toute opération de dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes stockés ou employés sur le site de l'établissement.

Lorsqu'il est nécessaire, lors de leur installation ou à l'occasion de leur entretien, de leur réparation ou de leur mise au rebut, de vidanger la capacité de stockage ou les équipements associés, la récupération des fluides qu'ils contiennent est obligatoire et doit, en outre, être intégrale. Les fluides ainsi collectés qui ne peuvent être ni réintroduits dans les mêmes appareils après avoir été, le cas échéant, filtrés sur place, ni retraités pour être remis aux spécifications d'origine et réutilisés, sont détruits.

Il est établi, pour chaque opération effectuée sur le stockage et les équipements associés, une fiche d'intervention ; cette fiche indique la date et la nature de l'intervention dont ils font l'objet, la nature et le volume du fluide éventuellement réintroduit ; elle est signée conjointement par l'opérateur et par l'exploitant ; elle est conservée par l'exploitant pendant une durée de trois ans et mise à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit s'assurer du bon entretien des équipements du stockage ou d'emploi de fluides frigorigènes. Il doit faire procéder au moins une fois par an ainsi que lors de la mise en service et lors de modifications des équipements associés, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes, en prenant toutes les mesures pour mettre fin aux fuites frigorigènes constatées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les pièces attestant que ce contrôle et les interventions nécessaires ont été réalisés.

La restauration de l'étanchéité est effectuée sans délai. Dans le cas où l'installation doit être vidée de son fluide, la réparation doit être effectuée dans un délai maximum de deux mois. Dans tous les cas, la réparation doit être suivie d'un nouveau contrôle d'étanchéité.

Les résultats du contrôle d'étanchéité et les réparations effectués ou à effectuer sont inscrits sur la fiche d'intervention. La fiche d'intervention doit permettre d'identifier chacun des circuits et des sites potentiels de fuite de l'installation. Les entreprises qui procèdent au contrôle d'étanchéité apposent un marquage amovible sur les composants nécessitant une réparation. En cas d'impossibilité technique de réaliser ce marquage, une justification en est donnée dans la fiche d'intervention. »

Article 17 : Appareils contenant des PCB

Les prescriptions de l'article 9.10. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 sont remplacées par les suivantes :

«Sont appelés PCB, les substances ou préparations dont la teneur en polychlorobiphényles, en polychloroterphényles, en mono-méthyl-diphényl méthane, en mono-méthyl-dichloro-diphényl méthane, en mono-méthyl-dibromo-diphényl méthane, ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse.

9.10.1. - Déclaration des appareils

L'exploitant est tenu de déclarer la détention des appareils contenant un volume supérieur à 5 dm³ de PCB auprès du Préfet conformément à l'article 7.1 du décret du 2 février 1987 susvisé modifié. La déclaration doit contenir les indications suivantes :

- nom et adresse du détenteur,
- emplacement et description de l'appareil,
- date de la présente autorisation,
- quantité de PCB contenue dans l'appareil,
- date et type de traitement ou de substitution effectué ou envisagé.

Pour les appareils contenant entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB, les indications des deux derniers tirets sont facultatives dans la déclaration.

La déclaration de détention en Préfecture doit être effectuée dans les formes prévues aux annexes I et II de l'arrêté du 13 février 2001 susvisé.

9.10.2. - Marquage des appareils

Les appareils contenant des PCB doivent porter un marquage indélébile reprenant les indications suivantes :

- appareil contenant des PCB
- concentration mesurée ou supposée (en ppm de la masse) :
 - date de la mesure (éventuelle)
 - date de la présente autorisation

Pour les appareils contenant entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB, seule la mention "contamination en PCB < 500 ppm" est portée sur le marquage.

Les appareils décontaminés ayant contenu des PCB doivent porter le marquage indélébile suivant :

- appareil décontaminé ayant contenu des PCB
- le liquide contenant des PCB a été remplacé :
 - par (nom du substitut)
 - le (date)
 - par (nom de l'entreprise)
- la concentration en PCB :
 - de l'ancien liquide (ppm en masse)
 - du nouveau liquide (ppm en masse).

Un étiquetage similaire doit figurer sur les portes des locaux où l'appareil se trouve.

9.10.3. - Conditions d'emploi et de stockage des appareils

Nonobstant les prescriptions du présent article, les locaux où sont stockés ou employés les appareils contenant des PCB sont ventilés. Ils sont implantés à une distance d'au moins 10 m de la limite de propriété du site ou de bâtiments occupés ou habités par des tiers.

L'aménagement des locaux est conçu de façon à ce que les écoulements ou suintements, les vapeurs et fumées consécutives à un accident intéressant des PCB ne puissent atteindre les locaux habités ou des bureaux voisins.

Les trémies de passage de câbles dans le sol doivent être étanches à la flamme et aux liquides.

En cas de canalisations sous plancher d'eaux usées, l'exploitant veille à ce que les accès soient étanches et qu'un éventuel débordement du dispositif de rétention ne soit pas susceptible de rejoindre le réseau des eaux usées.

L'exploitant s'assure que l'environnement immédiat de l'installation ne comporte pas de canalisation de gaz, d'une part, et de stock de matières inflammables susceptible de provoquer ou d'alimenter un incendie, d'autre part.

Tous dépôts et appareils fixes contenant des PCB doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements conformes aux prescriptions du présent arrêté.

Il n'y a pas de stocks de PCB en réserve sur le site de l'établissement.

Une vérification périodique, visuelle le cas échéant, de l'étanchéité ou de l'absence de fuite est effectuée tous les ans sur les cuves, appareils, récipients. Les dispositifs de rétention sont inspectés.

Les résultats de ces contrôles sont reportés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes opérations ou manutentions effectuées dans l'installation sont effectuées de telle sorte qu'il n'en résulte pas d'émanation gênante pour le voisinage ou nuisible pour la santé publique ou pour la végétation.

Il est interdit au personnel de circuler en dehors du site de l'installation avec des vêtements de travail souillés de PCB.

Les eaux résiduaires, notamment les eaux de lavages de récipients ou d'ateliers ainsi que les eaux de vestiaires souillées ne sont pas rejetées au milieu naturel ou dans un réseau collectif d'assainissement, mais évacuées pour être éliminées dans une installation régulièrement autorisée.

Toute réception ou enlèvement de produits contenant des PCB fait l'objet d'une comptabilité précise.

Tout brûlage à l'intérieur de l'installation est interdit.

L'emploi du chalumeau ou de l'arc électrique est interdit dans les locaux sauf délivrance d'un permis de feu (délivré, après nettoyage des pièces, par une personne compétente désignée par l'exploitant).

9.10.4. - Entretien des appareils

L'entretien des appareils contenant des PCB ne peut continuer, en attendant leur décontamination, leur mise en service ou leur élimination, que si l'objectif est d'assurer que les fluides qu'ils contiennent sont conformes aux normes ou spécifications techniques relatives à la qualité diélectrique et à condition que les appareils soient en bon état de fonctionnement et ne présentent pas de fuite.

Le complément des niveaux en PCB ne peut être effectué que dans les appareils mis en service avant le 4 février 1987.

9.10.5. - Décontamination et élimination des appareils

Les appareils contenant des PCB doivent être décontaminés ou éliminés dans une filière autorisée à cet effet avant le 31 décembre 2010 ou préalablement à la démolition de tout ou partie du bâtiment abritant les appareils, à l'exception des transformateurs dont les liquides contiennent entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB qui sont éliminés à la fin de leur terme d'utilisation.

L'exploitant procède à des analyses systématiques après la phase de décontamination d'éléments, des appareils, objets, matières, sols ou substances liquides ayant ou ayant pu contenir des PCB.

Tout matériel imprégné de PCB ne peut être destiné au ferrailage qu'après décontamination.

Est considérée comme activité de décontamination toute opération ou ensemble d'opérations qui permettent que des appareils, matières ou substances liquides contaminés par des PCB soient réutilisés ou recyclés ou traités de manière à abaisser leur taux en PCB. Ces opérations peuvent comprendre la substitution, c'est-à-dire toutes les opérations par lesquelles les PCB sont remplacés par des liquides appropriés ne contenant pas de PCB.

S'agissant des transformateurs, l'objectif de la décontamination est de ramener le niveau de PCB à moins de 500 ppm en masse et si possible à moins de 50 ppm en masse : le liquide de remplacement ne contenant pas de PCB doit présenter sensiblement moins de risque pour l'environnement et la santé et le remplacement du liquide ne doit pas compromettre l'élimination ultérieure de ces substances.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la direction finale des PCB ou des substances souillées. Il tient à sa disposition les justificatifs de leur élimination dans une filière autorisée à cet effet.

9.10.6. - Cas d'un sinistre sur les appareils

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées de tout incident ou accident survenu au cours d'une opération ou d'une manipulation de produits contenant des PCB.

Il fait procéder sans délai aux analyses nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB et en produits de décomposition éventuels tels dioxine ou furane, lorsque le déroulement de l'accident permet de craindre leur formation. Dans ce cas, la précision des analyses doit atteindre le nanogramme de PCDD et PCFD par mètre carré contaminé.

Le résultat de ces analyses est transmis à l'inspection des installations classées qui peut exiger toute investigation complémentaire qui s'avérerait nécessaire.

L'exploitant élimine dans une installation dûment autorisée à cet effet les gravats, sols ou matériaux contaminés et toutes les eaux ou liquides contaminés.

En cas d'écoulement sur le sol, les matières contaminées sont enlevées sans utilisation de flamme, décontaminées ou éliminées dans une installation autorisée à cet effet.

L'exploitant demande et archive les justificatifs de ces traitements. Il rend compte par écrit tous les trois mois à l'inspection des installations classées des modalités d'élimination des déchets.

Tous les contrôles et analyses réguliers ou exceptionnels à la suite d'accident sont aux frais de l'exploitant.»

Article 18 : Modifications diverses

19.1. - Au deuxième alinéa de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 la référence au «JO du 16 mai 1985» et remplacée par «JO du 11 novembre 1997».

19.2. - Le dernier alinéa de l'article 8.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est supprimé.

Article 19 : Bilan de fonctionnement

L'article 11.2. de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé comme suit :

«11.2. - Bilan de fonctionnement :

En vue de permettre au Préfet et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de la présente autorisation, l'exploitant lui présente un bilan de fonctionnement des installations avant le 31 décembre 2003. Le bilan est ensuite présenté tout les dix ans.

Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions d'exploitation des installations classées de l'établissement. Il contient :

- *une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;*
- *une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;*
- *les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passées ;*
- *l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passées ;*
- *les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;*
- *un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;*
- *les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;*
- *les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation des installations.»*

ARTICLE 20-

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 21-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires d'HORDAIN, LIEU SAINT AMAND et IWUY,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies d'HORDAIN, LIEU SAINT AMAND et IWUY et pourra y être consulté; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché aux mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le 4 DEC. 2002

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,
P/Le chef de bureau délégué,



C. LECLERCQ

THE UNITED STATES OF AMERICA
DO hereby certify that the within and foregoing is a true and correct copy of the original as the same appears in the records of the Department of the Interior.

WITNESSETH my hand and the seal of the Department of the Interior at Washington, D.C., this 1st day of January, 1901.

JOHN W. FOSTER, Secretary of the Interior.

RECORDED - 1000

INDEXED - 1000

FILED - 1000

THIS DOCUMENT CONTAINS NO INFORMATION OF A NATURE TO BE KEPT SECRET

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1900

1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000